échσ de l'σptimum **Février-Mars 2011 n°8**

... des activités agricoles et des filières de l'agriculture de l'amont à l'aval

Les estimations de l'agence Bio ***montrant la situation de l'agriculture biologique en France fin 2010 :***

+50% pour le nombre d'exploitations en 2 ans (soit un total de 20600 producteurs Bio actuellement dans notre pays, contre 13300 en 2008 et 16115 en 2009).

☛ **x 1,25 / an**

+ 23,5 % pour les surfaces en conversion et en Bio en 2010 par rapport à 2009 (soit un total de 261 000 ha en conversion et 576 000 ha en Bio actuellement dans notre pays, contre environ 700 000 ha en conversion + Bio en 2009)

☛ **x 1,2 / an**

La SAU en agriculture biologique était estimée à 2,46% de la SAU française à la fin de l'année 2009...
Le Grenelle vise l'augmentation de la SAU en bio pour atteindre **6% de la SAU en 2012 et 20% en 2020**...

LA QUESTION DU JOUR ***:***

Comment faire le lien entre les chiffres de l'agence Bio et les objectifs du Grenelle de l'environnement ?

éditσ à retrouver sur ***http://lifecycle-poitou.centerblog.net***

France Nature Environnement pris en flagrant délit de raccourci "agriculteurs = pollueurs" ?

FNE a bien failli compromettre la réussite des actions conduites sur le terrain pour concilier développement agricole et préservation de l'environnement. Ces initiatives reposent souvent sur des partenariats constructifs et des combinaisons entre des motivations et des compétences complémentaires, avec des agriculteurs et des associations d'étude et de protection de l'environnement qui savent que l'affrontement ne produit rien de bon...

FNE a d'une certaine façon "joué avec le feu" mais n'a pas saboté ces rapprochements et leurs belles réalisations pour la bonne et simple raison que **sa campagne n'est pas une attaque contre les agriculteurs**, mais cherche plutôt à dénoncer une responsabilité très largement partagée entre les consommateurs, les filières agricoles et agro-alimentaires et les pouvoirs publics... Nulle part nous voyons dans les affiches et les thèmes de FNE une désignation des agriculteurs comme seuls coupables des problèmes posés du côté de la concentration des élevages, de l'utilisation des pesticides, de l'indépendance protéinique de la France !

Il n'y a pas d'amalgame "agriculteur = pollueur" ici. Les collaborations entre agriculteurs et protecteurs de l'environnement peuvent continuer de plus belle, sans fausse fâcherie.

A quand une campagne d'affichage sur les paysages mixtes (agricoles et naturels) ?

?...la phrase qui pouvait surprendre...

De la part de Bruno LEMAIRE, Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation au sujet du soutien de la PAC *(L'Express, 23 février 2011)* **:** « *Sans cela, demain vous n'aurez plus qu'**une agriculture intensive et concentrée, la seule qui soit économiquement rentable** ».*

Réalisé et diffusé par Eval-Opti.
Animateur et facilitateur pour évaluer, optimiser et informer
Tél. : 06 73 39 25 16 – eval-opti@laposte.net

Merci aux Ateliers du Bocage pour la seconde vie donnée au matériel informatique qui a permis la réalisation de cet Echo par nos soins.

éσ *la durabilité des systèmes agricoles et le DD de leurs filières*

Obligation de rapport RSE repoussée en 2013 pour certaines entreprises

Nouveau rebondissement dans l'application de la loi Grenelle 2 de juillet 2010 avec le report de l'obligation pour les entreprises de 500 à 5000 salariés de produire un rapport annuel sur leur Responsabilité Sociale et Environnementale. Objectif 2013, alors que les entreprises de plus de 5000 salariés devront faire leur reporting dès cette année, pour présenter « la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité, ainsi que ses engagements sociétaux en faveur du développement durable » *(Source : Le Monde, 11 mars 2011)*. En théorie les 630 entreprises déjà concernées seront ainsi rejointes par prêt de 2000 nouvelles venues. Nous serions tentés de dire qu'une fois encore **c'est le contenu qui prime** sur le contenant et les modalités de mise en place du dispositif... et nous devrions surtout nous soucier de l'ambition réelle des pratiques de RSE et des démarches "Développement Durable" dans les entreprises, petites, moyennes, ou grandes quand elles ont été engagées. **Jusqu'où iront ces rapports RSE pour expliquer ce qui est fait, ce qu'il reste à faire, et ce qui ne peut pas être fait ?** Quelle valeur attribueront nous à des tableaux de "bonnes notes" et de "bonnes appréciations" en provenance d'entreprises qui ont attendu le dernier moment (celui de l'obligation réglementaire) pour se consacrer à leur introspection et à l'effort de rédaction d'un diagnostic et d'un plan d'action ?

Autres scénarios facteur 4 en agriculture à l'étude avec SOLAGRO

ⓘ ***Pour compléter l'information de notre Echo de l'Optimum n°6 – Décembre 2010...***

Nous vous avions annoncé que "l'Ademe et l'association SOLAGRO travailleront pendant les huit mois qui viennent sur des scénarios de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour l'agriculture et la sylviculture française". Il nous avait semblé que ce partenariat (suite à un appel d'offre de l'Ademe) serait pionnier. Cette information mérite d'être complétée puisque SOLAGRO nous a informé au début de l'année que la démarche **Ecoterre 2050** conduite à son initiative avec le soutien financier de la **Fondation Charles Léopold Mayer** fournira « ***le premier scénario "facteur 4" quantifié, appliqué à l'agriculture française*** ». Les premiers résultats sont attendus avant l'été. SOLAGRO veut montrer comment l'agriculture et la forêt française pourront fournir des produits pour nourrir, chauffer et loger la population, tout en améliorant la préservation de la biodiversité et en réduisant la pression de l'agriculture sur l'environnement. Ces travaux seront à comparer à ceux entrepris en parallèle par le partenariat Ademe-SOLAGRO.

éσ *le changement des comportements à petite ou grande échelle*

La décroissance sera-t-elle au menu de la consommation durable ?

Pour le groupe de travail piloté par Mme LAVILLE (Directrice d'Utopies) qui vient de publier un rapport intitulé "**Pour une consommation durable**" (document du Centre d'Analyse Stratégique téléchargeable sur www.strategie.gouv.fr), très argumenté et présentant un plan d'action en 25 recommandations, le thème de la décroissance reste épineux : « *Le spectre radical de la décroissance et du "consommer moins" brouille l'approche de cette question. Mais "consommer mieux" ne sera pas forcément suffisant : procurer aux neuf milliards d'êtres humains présents sur la planète en 2050 des conditions de vie décentes suppose d'émettre moins de GES, de consommer moins de biens matériels non durables et de prélever moins de ressources naturelles, tout en maintenant la satisfaction du consommateur à un niveau égal, voire supérieur* ».

Selon ce rapport, les consommateurs (qui sont aussi des citoyens et des contribuables) doivent prendre au sérieux le fait que « *Cette transition s'annonce difficile : la conception dominante de la comptabilité nationale fait de la consommation à la fois la finalité de l'activité économique et la source essentielle de création de richesse. La consommation doit donc être compatible avec une croissance économique voisine ou supérieure à 1,5 % afin de garantir le remboursement de la dette publique et le paiement des dépenses sociales, notamment intergénérationnelles* ». Serions-nous coincés durablement dans la sur-consommation **?**

Merci aux Ateliers du Bocage pour la seconde vie donnée au matériel informatique qui a permis la réalisation de cet Echo par nos soins.